



Colloque international sur le renouvellement de la social-démocratie



26 et 27 novembre 2010
UQAM-MONTRÉAL
Salle Alfred-Laliberté

Séance d'ouverture
Vendredi soir, 19 h à 21 h 30

À l'ère de la mondialisation : Recommencer à penser le monde autrement

Président : Robert Laplante, directeur de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC).

Intervenantes et intervenants : Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN); *Benoît Hamon*, porte-parole du Parti socialiste français; *Joseph-Yvon Thériault*, sociologue et titulaire de la Chaire du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM.

Dans les pays développés, la social-démocratie a sans doute représenté l'influence politique la plus déterminante des progrès sociaux qui ont marqué la période de l'après-guerre, soit trois décennies. Durant les trois décennies qui ont suivi, la donne s'est cependant modifiée : le néolibéralisme, allié parfois au conservatisme, semble bien avoir donné un second souffle à la droite, tout en alimentant des crises périodiques de plus en plus déstabilisantes qui nous éloignent des progrès réalisés antérieurement.

Pour relever les nouveaux défis que représentent maintenant la montée des inégalités, les changements climatiques et l'instabilité des systèmes financiers et économiques, la social-démocratie ne pourrait-elle pas présider à nouveau aux transformations radicales qui s'imposent?

S'il ne suffit pas de réaffirmer la social-démocratie telle qu'elle s'était imposée, penser à son renouvellement et y travailler est-il possible?

La social-démocratie renouvelée pourrait-elle devenir porteuse d'utopies concrètes?

Table ronde 1-Samedi 9h à 10 h 30

Participation collective et concertation dans l'action

Président : Louis Côté, politologue et directeur de l'Observatoire de l'administration publique (ÉNAAP).

Intervenantes et intervenants : Vivian Labrie, citoyenne et chercheuse; *Jean-Louis Laville*, sociologue, économiste et professeur au Conseil national des Arts et Métiers (Paris); *Pierre Paquette*, économiste et député du Bloc Québécois.

La social-démocratie s'est développée et imposée dans des sociétés où prévalait la démocratie représentative. Or celle-ci traverse une crise profonde. D'une part, les citoyens, porteurs de nouvelles attentes, mais traités comme de simples consommateurs de services publics, se désengagent, s'enfoncent dans le cynisme et pratiquent de plus en plus une démocratie de surveillance et de dénonciation qui traduit trop souvent un sentiment d'impuissance. D'autre part, les gouvernants, empêtrés dans une gestion comptable sans perspective, s'adonnent à l'électorisme quand ce n'est pas au populisme.

*Comment surmonter cette double
impuissance politique?*

*Comment se repolitiser et institutionnaliser
le débat relatif aux grandes orientations de
société?*

*Comment tabler sur la participation
citoyenne en habilitant et en responsabilisant
les citoyens alors qu'on ne leur demande
que d'entériner les décisions des élus et des
gestionnaires publics?*

*Dans cette perspective, quelles pourraient
être les relations entre la société civile et l'État?*

Table ronde 2-Samedi 11 h à 12 h 30

Politiques sociales et solidarités

Président : Yves Vaillancourt, politologue et professeur associé à l'UQAM.

Intervenantes et intervenants : Françoise David, porte-parole de Québec solidaire; *Sylvie Tardif*, conseillère municipale, Trois-Rivières; *Jorge Leon*, sociologue en Équateur.

Les politiques social-démocrates renouvelées favorisent une redistribution de la richesse et de la participation citoyenne à l'avantage des classes moyennes et populaires. Elles misent sur une fiscalité progressiste, des prestations sociales, des services collectifs, etc. Elles exigent l'intervention régulatrice de l'État, souvent partenaire de la société civile, pour faire surgir l'intérêt général et mettre au pas la logique marchande. Elles se soucient du social pas seulement dans un deuxième temps, comme pour réparer les pots cassés par les politiques économiques. Elles s'occupent de la solidarité sociale dès le moment de l'élaboration de la politique économique et de la création des richesses en rappelant aux entreprises (privées, publiques et d'économie sociale) le respect des balises sociales et écologiques et la préoccupation des retombées des choix politiques pour l'emploi.

Une fois ces réalités énoncées, des questions demeurent, dont les suivantes :

*Y a-t-il de telles politiques apparues depuis
15 ans dans nos sociétés du Nord ou du Sud aux
plans local et national?*

*Quelles sont leurs caractéristiques et les
conditions pour leur émergence?*

*La redistribution de la richesse demeure une
nécessité tout en ne résolvant pas tous les pro-
blèmes. Quelles politiques mettre en oeuvre pour
aller plus loin?*

*Les solidarités traditionnelles font voir des
limites pendant que d'autres solidarités émergent.
Comment décoder ces transformations?*

*Quel est l'impact de la faible démocratisation
des services publics?*

Table ronde 3-Samedi 13 h 30 à 15 h

Développement économique durable, travail et mondialisation

Présidente : **Diane-Gabrielle Tremblay**, économiste et professeure à la Télé-Université de l'UQAM.

Intervenantes et intervenants : **Gaétan Morin**, Premier vice-président aux investissements au Fonds de solidarité FTQ; **Christian Deblock**, économiste, professeur à l'UQAM; **Martine Ouellet**, ingénieure, députée de Vachon et critique du Parti québécois en environnement.

Durant la période où elle a enregistré des succès, la social-démocratie s'est appuyée en matière économique et sociale sur les théories de Keynes en particulier, justifiant une intervention active de l'État dans le développement économique, le développement régional, le maintien de l'emploi et la protection sociale. De ce point de vue, le progrès économique est à la fois tributaire et facteur du progrès social. Car s'il est vrai que des entreprises novatrices, performantes, favorisent la compétitivité et l'amélioration de la qualité des produits et des services, et génèrent des emplois de qualité, la croissance à tout prix, la course aux rendements, les taux élevés de profits ne sont pas en soi des gages de progrès social.

Or la mondialisation a conduit à une prédominance de la finance et à une économie reposant de plus en plus sur la connaissance, tout en posant des limites au productivisme.

Comment, dans ces conditions, et à travers des politiques économiques et industrielles, la social-démocratie peut-elle redevenir une source d'inspiration pour prendre en compte le développement durable, la responsabilité sociale des entreprises, le développement d'une économie plurielle, pendant que seraient établis de nouveaux rapports au travail et au territoire?

Table synthèse et perspectives

Samedi 15 h 30 à 17 h

Président : **Robert Laplante**

Rapporteurs de la séance d'ouverture et des tables rondes 1, 2 et 3.

Intervenantes et intervenants : **Michel Doré**, sociologue. Ex-conseiller syndical à la CSN, **Marilyse Lapiere**, philosophe et ex-conseillère au programme au Parti Québécois; **Benoit Lévesque**, sociologue, professeur émérite à l'UQAM et professeur associé à l'ÉNAP; **Gérald Larose**, professeur invité à l'UQAM, ex-président de la CSN.

Le colloque de novembre se veut un point de départ. À cette occasion, des pistes d'action pourront être définies. Une première synthèse pourront être définies. Une première synthèse s'imposera. Par la suite, pourra se mettre en branle ce qui devrait constituer un véritable chantier faisant appel non seulement au monde de la recherche, mais aussi à celles et ceux qui expérimentent et qui construisent à leur façon le monde de demain.

Cette démarche, en effet, n'a de sens que si les acteurs sociaux organisés de longue date comme les syndicats et les nouveaux acteurs émergents mobilisés par exemple dans le développement durable, l'altermondialisation et l'écologie, les mouvements et les partis politiques préoccupés autant par le progrès social que le développement économique acceptent de débattre, d'explorer, de proposer.

L'urgence des changements et la puissance des aspirations à un autre développement confèrent un caractère inédit à la présente démarche.

Inscription au Colloque international sur le renouvellement de la social-démocratie
26 et 27 novembre 2010

Nom _____
Adresse _____
Ville _____
État/province _____ Code postal _____
Numéro de téléphone _____
Courriel _____

Date limite : 20 novembre 2010
Coût : 50 \$ (incluant repas du samedi et collations)
Étudiants et retraités : 20 \$
Inscription par la poste :
IRÉC, 1030 rue Beaubien, bureau 103,
Montréal Québec H2S 1T4
Chèque au nom de l'Institut de recherche en économie contemporaine
Inscription par le site : www.IREC.net

Colloque international sur le renouvellement de la social-démocratie

26 et 27 novembre 2010

UQAM-MONTRÉAL

Salle Alfred-Laliberté

Ce colloque se tient sous les auspices de l'Institut de recherche en économie contemporaine, en collaboration avec la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM, l'Observatoire de l'administration publique de l'ÉNAP, le Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales de l'UQAM (LAREPPS) et les Éditions vie économique (ÉVÉ)

